

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2016/205975]

7 NOVEMBER 2016. — Decreet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Staat Israël, gedaan te Jeruzalem op 24 maart 2014 (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Staat Israël, gedaan te Jeruzalem op 24 maart 2014, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 2. De wijzigingen van de bepalingen van de artikelen 7 tot 9 van de Overeenkomst, bepaald in artikel 10 van de Overeenkomst, zullen volkomen gevolg hebben. De Regering deelt wijzigingen van normatieve aard zo snel mogelijk mee aan het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 7 november 2016.

O. PAASCH

De Minister-President

Mevr. I. WEYKMANS

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Parlementair stuk : 143 (2015-2016), nr. 1. Ontwerp van decreet.

Integraal verslag : 7 november 2016, nr. 31. Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205979]

24 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, modifié par les décrets des 24 octobre 2013 et 13 mars 2014, 5 et 9;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.532/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2014/99/UE de la Commission du 21 octobre 2014 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, la Directive 2009/126/CE concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service;

Considérant que cette directive dispose, en son article 2, que les États membres adoptent et publient, au plus tard le 12 mai 2016, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour s'y conformer, et qu'ils appliquent ces dispositions à compter du 13 mai 2016;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne en date du 23 mai 2016 conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de

l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2014/99/UE de la Commission du 21 octobre 2014 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, la Directive 2009/126/CE concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service.

Art. 2. Dans l'article 681bis/43 du règlement général pour la protection du travail, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999, les mots « agréé dans la discipline "pollution du sol et du sous-sol" et » sont supprimés.

Art. 3. Dans l'article 681bis/60/1 du même règlement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2012, les mots "aux normes techniques ou aux procédures de réception européennes pertinentes ou, en l'absence de telles normes ou procédures, conformément aux normes fédérales éventuelles." sont remplacés par les mots "à la norme NBN EN 16321-1 : 2013 spécifiant les méthodes d'essai à appliquer pour la réception des systèmes de récupération des vapeurs d'essence utilisés dans les stations-service."

Art. 4. A l'article 681bis/71 du même règlement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le rapport global de conformité est adressé au Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement dans les trois mois qui suivent la mise en service effective de la station-service. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « agréé dans la discipline "pollution du sol et du sous-sol" et » sont supprimés;

3° dans le paragraphe 2, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Chaque rapport de contrôle de la station-service, qu'il soit de conformité, annuel ou général, est consigné dans un registre reprenant :

1° la date et le résultat de chaque contrôle;

2° les coordonnées de l'expert;

3° les problèmes et/ou incidents survenus en cours d'exploitation sur le site et les constatations de dysfonctionnement éventuel;

4° les réparations effectuées et, s'il échet, les coordonnées du réparateur.

Les rapports de contrôle sont annexés à ce registre. Le registre et ses annexes sont présents sur les lieux d'exploitation. »;

4° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 6, premier tiret, les mots « le réservoir » sont remplacés par les mots « l'ensemble de l'installation »;

5° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Seul l'expert qui a apposé un autocollant ou une plaquette orange ou rouge peut le/la remplacer par un autocollant ou une plaquette de couleur verte, sauf cas de force majeure. Dans ce cas figure, un autre expert agréé est chargé du remplacement de l'autocollant ou plaquette orange ou rouge par un autocollant ou une plaquette de couleur verte. »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "soit en vérifiant que le rapport vapeur/essence, dans des conditions de simulation d'écoulement d'essence, respecte les dispositions de l'article 681bis/60/2, soit par toute autre méthode appropriée." sont remplacés par les mots "conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 16321-2 : 2013 spécifiant les méthodes d'essai à appliquer dans les stations-service pour vérifier le fonctionnement des systèmes de récupération des vapeurs d'essence.";

7° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les vérifications visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être effectuées par un organisme de contrôle accrédité sur la base de la norme NBN ISO/IEC 17020 comme organisme d'inspection de type A au sens de l'arrêté royal du 26 septembre 2013 relatif à la vérification périodique des ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau. Dans ce cas, ce contrôle est préalable au contrôle annuel tel que visé au paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 2 ci-avant »;

8° dans le paragraphe 3, les alinéas 3 et 4 anciens, devenus alinéas 4 et 5, sont remplacés par un alinéa rédigé comme suit :

« La réception et le contrôle annuel ou trisannuel du système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence figure dans le registre visé au paragraphe 2. »

Art. 5. Les articles 3 et 4, 6°, entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205979]

24. NOVEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, was die Phase II der Benzindampf-Rückgewinnung beim Betanken von Kraftfahrzeugen an Tankstellen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013 und 13. März 2014, 5 und 9;

Aufgrund der durch die Erlasse des Regenten vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 verabschiedeten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 4. Juli 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.532/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Richtlinie 2014/99/EU der Kommission vom 21. Oktober 2014 zur Änderung der Richtlinie 2009/126/EG über Phase II der Benzindampf-Rückgewinnung beim Betanken von Kraftfahrzeugen an Tankstellen zwecks Anpassung an den technischen Fortschritt;

In der Erwägung, dass in Artikel 2 dieser Richtlinie vorgesehen wird, dass die Mitgliedstaaten bis spätestens 12. Mai 2016 die Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die erforderlich sind, um ihr nachzukommen, erlassen und veröffentlichen, und dass sie diese Vorschriften ab dem 13. Mai 2016 anwenden;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft am 23. Mai 2016 der Kommission übermittelt worden ist; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/99/EU der Kommission vom 21. Oktober 2014 zur Änderung der Richtlinie 2009/126/EG über Phase II der Benzindampf-Rückgewinnung beim Betanken von Kraftfahrzeugen an Tankstellen zwecks Anpassung an den technischen Fortschritt umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 681*bis*/43 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999, werden die Wörter «für den Fachbereich "Boden- und Untergrundverschmutzung" zugelassenen und» gestrichen.

Art. 3 - In Artikel 681*bis*/60/1 derselben Ordnung, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2012, werden die Wörter "den maßgeblichen europäischen technischen Normen oder Typgenehmigungsverfahren oder – sofern es derartige Normen oder Verfahren nicht gibt – gemäß den maßgeblichen föderalen Normen" durch die Wörter "der Norm NBN EN 16321-1: 2013 zur Festlegung der Prüfverfahren für die Typzulassung von Gasrückführungssystemen an Tankstellen" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 681*bis*/71 derselben Ordnung, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der zusammenfassende Compliance-Bericht wird binnen drei Monaten nach der tatsächlichen Inbetriebnahme der Tankstelle an die Abteilung Polizei und Kontrollen der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt gerichtet.»;

2° In Paragraph 2 Absatz 3 werden die Wörter "zugelassener" und «des Fachbereichs "Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds"» gestrichen;

3° In Paragraph 2 werden zwischen die Absätze 3 und 4 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Jeder Kontrollbericht über die Tankstelle, ob Compliance-, Jahres- oder Gesamtbericht, wird in einem Register verzeichnet, das die folgenden Elemente enthält:

1° Datum und Ergebnis jeder Kontrolle;

2° Kontaktdaten des Sachverständigen;

3° Probleme und/oder Vorfälle, die vor Ort im Laufe des Betriebs aufgetreten sind, und Feststellungen einer eventuellen Funktionsstörung;

4° ausgeführte Reparaturen und, gegebenenfalls, Kontaktdaten des Reparateurs.

Die Kontrollberichte werden diesem Register beigelegt. Das Register und seine Anhänge befinden sich am Betriebsort.»;

4° In Paragraph 2 werden in dem ehemaligen Absatz 4, der zum Absatz 6 wird, erster Gedankenstrich, die Wörter "der Behälter" durch die Wörter "die gesamte Anlage" ersetzt;

5° Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Nur der Sachverständige, der einen orangefarbenen bzw. roten Aufkleber oder eine orangefarbene bzw. rote Plakette angebracht hat, darf ihn/sie durch einen grünen Aufkleber oder eine grüne Plakette ersetzen, außer im Falle höherer Gewalt. Tritt ein solcher Fall ein, wird ein anderer zugelassener Sachverständiger mit der Ersetzung des/der orangefarbenen bzw. roten Aufklebers/Plakette durch einen grünen Aufkleber/eine grüne Plakette beauftragt.»;

6° In Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "entweder durch die Überprüfung, ob das Dampf-/Benzinverhältnis unter den simulierten Benzinflussbedingungen im Einklang mit Artikel 681bis/60/2 steht, oder durch eine andere geeignete Methode." durch die Wörter "gemäß den Vorschriften der Norm NBN EN 16321-2: 2013 zur Festlegung der Prüfverfahren für die Kontrolle von Gasrückführungssystemen an Tankstellen." ersetzt;

7° In Paragraph 3 wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die in Absatz 1 erwähnten Überprüfungen können von einer auf der Grundlage der Norm NBN ISO/IEC 17020 als Prüfstelle vom Typ A im Sinne des Königlichen Erlasses vom 26. September 2013 über die regelmäßige Überprüfung der Anlagen zur Messung von Flüssigkeiten außer Wasser anerkannten Prüfstelle durchgeführt werden. Ist dies der Fall, findet diese Kontrolle vor der im vorstehenden Paragraphen 2 Absatz 1 und 2 genannten jährlichen Kontrolle statt»;

8° In Paragraph 3 werden die ehemaligen Absätze 3 und 4, die zu den Absätzen 4 und 5 geworden sind, durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Die Typgenehmigung und die jährliche oder dreijährliche Kontrolle des Systems zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II wird im unter § 2 genannten Register festgehalten.»

Art. 5 - Artikel 3 und 4 Ziffer 6 treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die bestehenden Betriebe.

Art. 7 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205979]

24 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming betreffende fase II-benzinedampterugwinning tijdens het bijtanken van motorvoertuigen in benzinestations

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013 en 13 maart 2014, 5 en 9;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.532/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2014/99/EG van de Commissie van 21 oktober 2014 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van Richtlijn 2009/126/EG inzake fase II-benzinedampterugwinning tijdens het bijtanken van motorvoertuigen in benzinestations;

Overwegende dat deze richtlijn in artikel 2 bepaalt dat de Lidstaten uiterlijk op 12 mei 2016 de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen aannemen en bekendmaken om er aan te voldoen, en dat ze deze bepalingen vanaf 13 mei 2016 toepassen;

Overwegende dat dit besluit op 23 mei 2016 aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

dat de Europese Commissie geen opmerking i.v.m. dit besluit heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2014/99/EG van de Commissie van 21 oktober 2014 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van Richtlijn 2009/126/EG inzake fase II-benzinedampterugwinning tijdens het bijtanken van motorvoertuigen in benzinestations omgezet.

Art. 2. In artikel 681bis/43 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999, vervallen de woorden « erkend in het vak "grond- en ondergrondverontreiniging" en ».

Art. 3. In artikel 681bis/60/1 van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2012, worden de woorden "de technische normen of de relevante Europese ontvangstprocedures of, bij gebrek aan dergelijke normen of procedures, overeenkomstig eventuele federale normen" vervangen door de woorden "de norm NBN EN 16321-1: 2013 die de proefmethoden bepaalt die moeten worden toegepast voor de typegoedkeuringsprocedures voor benzinedampterugwinningssystemen van bestaande benzinestations."

Art. 4. In artikel 681bis/71 van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Het globale conformiteitsverslag wordt gericht aan het Departement Handhaving en Controles van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu binnen drie maanden na de daadwerkelijke inbedrijfstelling van het benzinestation. »;

2° in paragraaf 2, derde lid, vervallen de woorden « erkend in het vak "grond- en ondergrondverontreiniging" en »;

3° in paragraaf 2, worden twee leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid :

« Elk controleverslag van het benzinestation, hetzij een conformiteitsverslag, hetzij een jaarlijks verslag of een algemeen verslag, wordt opgenomen in een register met :

1° de datum en het resultaat van elke controle;

2° de gegevens van de deskundige;

3° de problemen en/of incidenten die zich hebben voorgedaan tijdens de exploitatie op de locatie en de vaststellingen van eventuele stoornissen;

4° de uitgevoerde herstellingen en, desgevallend, de gegevens van de hersteller.

De controleverslagen worden bij dit register gevoegd. Het register en de bijlagen ervan bevinden zich op de plaats van de exploitatie. »;

4° in paragraaf 2, voormalig vierde lid, nu zesde lid, eerste streepje, worden de woorden "de tank" vervangen door de woorden "het geheel van de installatie";

5° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Enkel de deskundige die een rode of oranje zelfklever of plaatje heeft aangebracht kan die/dit vervangen door een groene zelfklever of plaatje, behoudens geval van overmacht. In dit geval, is een andere erkende deskundige belast met de vervanging van de rode of oranje zelfklever of plaatje door een groene zelfklever of plaatje. »;

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "hetzij door te controleren of de damp/benzineverhouding onder gesimuleerde benzinetoever in overeenstemming is met artikel 681bis/60/2, hetzij door een andere geschikte methodologie toe te passen" vervangen door de woorden "overeenkomstig de norm NBN EN 16321-2: 2013 die de proefmethoden bepaalt die moeten worden toegepast in de benzinestations om de werking van de benzinedampterugwinningssystemen te controleren.";

7° in paragraaf 3, wordt het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

« De controles bedoeld in het eerste lid kunnen worden uitgevoerd door een erkende controle-instelling op basis van de norm NBN ISO/IEC 17020 als controle-instelling van het type A in de zin van het koninklijk besluit van 26 september 2013 betreffende de herijk van meetinstallaties voor andere vloeistoffen dan water. In dit geval gebeurt de controle vóór de jaarlijkse controle zoals bedoeld in paragraaf 2, eerste lid en tweede lid, hierboven »;

8° in paragraaf 3 worden het voormalig derde lid en het voormalig vierde lid, nu vierde lid en vijfde lid, vervangen door het volgende lid :

« De goedkeuring en de jaarlijkse of driejaarlijkse controle van het fase II-benzinedampterugwinningssysteem wordt vermeld in het register bedoeld in paragraaf 2. »

Art. 5. De artikelen 3 en 4, 6°, treden in werking de dag op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 november 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO